

Solucom

Rapport financier semestriel au 30 septembre 2009

Sommaire

Déclaration des personnes responsables.....	3
Rapport semestriel d'activité	4
1. Analyse des résultats de Solucom	4
2. Activité de Solucom durant le semestre	5
3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice	6
4. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir	6
5. Principales transactions avec les parties liées.....	9
Comptes consolidés.....	10
Notes annexes aux états financiers consolidés	15
1. Principes et méthodes comptable	15
2. Périmètre de consolidation.....	21
3. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat	21
Attestation des Commissaires aux Comptes	41

Déclaration des personnes responsables

J'atteste, à ma connaissance,

que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et notamment conformément à la norme IAS 34, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et

que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris-La Défense le 16 novembre 2009

Pascal Imbert, Président du Directoire

Rapport semestriel d'activité

1. Analyse des résultats de Solucom

Les comptes semestriels au 30 septembre 2009 consolident Solucom, Idesys, Arcome SAS, Solucom DV, New'Arch, KLC et Cosmosbay~Vectis. Suite à la fusion par absorption de la société Vistali par la société Dreamsoft, intervenue en septembre 2009 avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2009, la société Vistali a été dissoute sans liquidation au cours de la période, et la société Dreamsoft a changé de dénomination sociale pour devenir Solucom DV.

Les comptes au 30 septembre 2008, ainsi que ceux au 31 mars 2009, auxquels il est fait référence dans la suite de ce document, consolident Solucom, Idesys, Dreamsoft, Arcome SAS, New'Arch, KLC, Vistali et Cosmosbay~Vectis respectivement sur 6 et 12 mois.

Les comptes au 30 septembre 2009 (ainsi que les comptes au 30 septembre 2008 et au 31 mars 2009, auxquels ils sont comparés) sont établis selon le référentiel comptable international IFRS. Les états financiers qui présentent ces comptes suivent les recommandations du CNC (recommandation n°2009-R.03 du 2 juillet 2009). Les soldes intermédiaires de gestion qui figurent dans ces états et qui sont commentés dans la suite de ce document sont donc ceux définis par le CNC.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2009 s'établit à 48 272 K€ contre 47 719 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une croissance de 1%.

Le résultat opérationnel courant est de 3 183 K€ (après participation des salariés). Ce résultat est en baisse de 35% par rapport à celui du 1^{er} semestre de l'exercice précédent qui s'élevait à 4 885 K€. La marge opérationnelle courante, obtenue en divisant le résultat opérationnel courant par le chiffre d'affaires, est de 6,6 %, à comparer à 10,2 % au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel est de 3 198 K€, en baisse de 33% par rapport au résultat opérationnel du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui s'établissait à 4 797 K€.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 94 K€ sur la période. Ce solde comprend 4 K€ de produits financiers et 98 K€ de charges financières sur la période. Ce chiffre est à comparer à un coût de l'endettement financier net de 198 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Le résultat avant impôt est de 3 124 K€, en baisse de 32% par rapport au résultat avant impôt du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui était de 4 585 K€.

Le résultat net de la période s'établit à 1 981 K€, soit une marge nette de 4,1 %. Ce résultat baisse de 33% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, pour lequel le résultat net de la période était de 2 958 K€, soit une marge nette de 6,2 %.

Il n'y a pas d'intérêts minoritaires. Le résultat net part du groupe est donc également de 1 981 K€, contre 2 958 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent, soit une baisse de 33%.

Les capitaux propres s'élèvent à 33 206 K€ au 30 septembre 2009 contre 32 058 K€ au 31 mars 2009.

L'endettement financier net du cabinet Solucom¹ est de 5 284 K€ contre un endettement financier net de 5 151 K€ au 31 mars 2009 et un endettement financier net de 8 912 K€ au 30 septembre 2008. L'évolution de l'endettement financier depuis le 31 mars 2009 prend en compte le paiement de compléments de prix relatifs à des opérations de croissance externe au cours du semestre, ainsi que l'augmentation de 316 K€ du besoin en fonds de roulement.

¹ Pour mémoire, le Cabinet Solucom est constitué de la société Solucom et de ses filiales

Au 30 septembre 2009, le besoin en fonds de roulement représente 4,5% du chiffre d'affaires en rythme annuel, contre 4,2% au 31 mars 2009.

Enfin, les comptes individuels de Solucom font ressortir un chiffre d'affaires de 25 400 K€ en croissance de 27%, contre 20 074 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation de la société Solucom s'établit, quant à lui, à 3 640 K€, représentant une marge d'exploitation de 14,3%, et en progression de 41% sur un an. Pour mémoire, le résultat d'exploitation du premier semestre 2008/2009 s'élevait à 2 588 K€, soit une rentabilité de 12,9%.

2. Activité de Solucom durant le semestre

Au premier semestre de son exercice 2009/2010 (qui sera clos le 31 mars 2010), Solucom a réalisé un chiffre d'affaires de 48,3 M€, en légère croissance organique de 1%.

Cette première moitié de l'exercice a été marquée par des conditions de marché plus difficiles qu'attendues, qui se sont traduites par un fort attentisme des clients dans l'engagement de leurs dépenses et par un environnement concurrentiel particulièrement vif.

Cet environnement a pénalisé plus fortement Cosmosbay~Vectis que le reste du cabinet. Le taux d'activité de Cosmosbay~Vectis s'est ainsi inscrit en baisse sensible au 2^{ème} trimestre, à 57% contre 65% au 1^{er} trimestre.

Le contexte de marché, et les difficultés rencontrées par Cosmosbay~Vectis, ont entraîné un fléchissement des indicateurs opérationnels de Solucom.

Le taux d'activité de l'ensemble du cabinet s'est ainsi établi à 78% sur le semestre, contre 79% pour l'ensemble de l'exercice précédent. Ce fléchissement est intervenu malgré la mise en place de mesures de protection telles que le quasi-gel des recrutements ou l'incitation à la prise de congés pendant l'été.

Le prix de vente journalier moyen a, pour sa part, reculé de 2% par rapport à l'exercice précédent, à 722 €, compte tenu de la compétition qui règne sur le marché.

En dépit de ce contexte difficile, Solucom a veillé à préserver ses équipes et ses savoir-faire, et n'a procédé à aucune mesure de réduction d'effectif. Les effectifs du cabinet sont ainsi restés stables, à 965 collaborateurs au 30 septembre 2009 contre 966 au 31 mars.

Les résultats du 1^{er} semestre 2009/10 s'inscrivent dans le bas du plan de marche annuel annoncé en début d'exercice. La volonté du cabinet de préserver son capital humain pèse en effet pour l'instant sur les marges.

Le résultat opérationnel courant semestriel s'est élevé à 3,2 M€, en baisse de 35% par rapport à la même période de l'an dernier, soit une marge opérationnelle courante de 6,6%, contre une marge opérationnelle courante de 10,2% un an plus tôt. Ce résultat prend en compte la contreperformance notable de Cosmosbay~Vectis, qui a enregistré une perte d'exploitation de 1,7 M€ pour un chiffre d'affaires semestriel qui s'est établi à 8,4 M€.

Après prise en compte du coût de l'endettement financier, en baisse de 53% sur un an, et de l'impôt sur les sociétés, le résultat net part du groupe s'établit à 2,0 M€, soit une marge nette de 4,1%.

Au 30 septembre 2009, l'endettement financier net de Solucom, sans aucun covenant bancaire, était de 5,3 M€, après décaissements de compléments de prix liés aux acquisitions réalisées lors d'exercices précédents, contre un endettement financier net de 8,9 M€ un an plus tôt.

Les capitaux propres continuent de progresser à 33,2 M€ au 30 septembre 2009, contre 32,1 M€ au 31 mars 2009.

3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice

Le marché du conseil IT devrait rester durablement pénalisé dans les mois à venir. En effet, même si les besoins sont présents, les budgets clients restent sous contrainte et la concurrence demeure particulièrement forte. Syntec Informatique prévoit ainsi une décroissance de 6% des activités de conseil en 2009, et un premier semestre 2010 dans la lignée de 2009.

Dans ce contexte, Solucom compte maintenir sa ligne de conduite actuelle en pilotant son activité avec une vigilance extrême. Le recrutement, en redémarrage progressif, reste pour l'instant limité aux pratiques les plus résistantes, sans perspective de progression de l'effectif global sur l'exercice. Le cabinet continue de contrôler étroitement ses dépenses, sauf en ce qui concerne le volet commercial, domaine dans lequel Solucom continue à consentir un effort intense.

Solucom entend poursuivre au second semestre son effort de redressement de Cosmosbay~Vectis, en capitalisant sur les premiers signes d'amélioration perçus au sein de certaines business lines. Solucom a toutefois décidé de remanier une des business line de la société, en nommant un nouveau directeur et en renforçant l'équipe par des mobilités internes.

Malgré les mauvais résultats du premier semestre, Solucom a pris la décision de ne pas entamer de restructuration de la société. Le cabinet considère en effet que la valeur et les savoir-faire de Cosmosbay~Vectis sont toujours présents, même si le redressement de la société accuse aujourd'hui un retard de 3 à 6 mois sur le planning initial. Solucom réalisera une analyse approfondie de la situation de Cosmosbay~Vectis à l'issue de l'exercice en cours, afin de s'assurer que le redressement de l'activité produit des effets significatifs.

En ce début de 2nd semestre, Solucom estime disposer de leviers de résistance renforcés, avec la progression de son effectif commercial et la démultiplication de son activité de prospection. Toutefois, compte tenu d'un 1^{er} semestre situé en bas du plan de marche annuel et d'un marché qui reste très incertain, le cabinet préfère adopter une attitude prudente vis-à-vis de ses objectifs financiers.

Solucom se fixe donc désormais pour objectifs annuels un chiffre d'affaires supérieur à 100 M€, contre 102 M€ initialement, et une marge opérationnelle courante située entre 7% et 9%, contre 8% à 10% initialement.

4. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir

Les risques qui sont cités dans cette section sont ceux qui, d'après la société, présentent les impacts potentiels les plus significatifs ou la probabilité d'occurrence la plus élevée.

Risque lié au contexte économique actuel

Le contexte économique et financier actuel s'avère particulièrement délicat et le ralentissement général de l'économie fait peser des incertitudes sur l'activité de Solucom. Celle-ci peut ainsi être affectée par des restrictions budgétaires chez ses clients, des arrêts de projets et, de manière plus générale, par une contraction du volume de la demande simultanément à une hausse du niveau de concurrence.

Même si ce risque s'est avéré au premier semestre de l'exercice en cours et a impacté en conséquence l'activité du cabinet, Solucom a pris très rapidement des mesures pour minimiser l'impact de ces difficultés. Pour autant, Solucom ne peut garantir que ce risque ne sera pas accru au cours des mois à venir.

Risque lié aux ressources humaines

La réussite du développement de Solucom passe impérativement par le recrutement et la fidélisation de collaborateurs à fort potentiel. Le modèle de recrutement de Solucom repose sur l'embauche de jeunes diplômés, issus des meilleures grandes écoles et universités.

Le recrutement est à moyen terme un défi important pour Solucom, compte tenu de la forte compétition qui existe structurellement sur l'embauche des profils recherchés par le cabinet.

Afin de maîtriser ce facteur clé de succès essentiel, Solucom consent chaque année un investissement important en matière de recrutement.

Au-delà du recrutement, la maîtrise du turn-over représente un 2^{ème} défi, les cadres ayant une expérience en cabinet de conseil étant fortement recherchés.

La maîtrise du turn-over est de la responsabilité conjointe du management et des responsables ressources humaines du cabinet. Le turn-over a connu une réduction sensible au cours de l'exercice précédent, s'établissant à 9% sur l'exercice 2008/2009.

L'exercice 2009/2010, compte-tenu du contexte économique, se caractérise par une certaine diminution des tensions en matière de recrutement et de turn-over.

Risque lié au virus H1N1

Le virus de la grippe A/H1N1, s'il conduit à une situation de pandémie grippale, pourrait avoir des conséquences importantes sur l'activité économique.

Afin de protéger l'ensemble des collaborateurs du cabinet tout en assurant la continuité de ses activités, Solucom a mis en œuvre un plan de continuité d'activité (PCA), conforme au plan national.

Une campagne d'information et de sensibilisation des collaborateurs a également été déployée.

Risque de mise en cause de la responsabilité civile professionnelle de Solucom

Le cabinet est couvert par un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle et exploitation, qui offre les garanties suivantes :

- Responsabilité civile exploitation
 - ▶ Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs (confondus) : 10,0 M€ par sinistre
- Responsabilité civile professionnelle
 - ▶ Dommages matériels / immatériels consécutif ou non (confondus) : 5,0 M€ par sinistre et par an

Une franchise de 75 K€ a été prévue dans le cadre de ce contrat au titre de la responsabilité civile professionnelle.

Risque de crédit client

La clientèle de Solucom étant très majoritairement constituée de grands comptes, le risque de défaut de règlement ou de défaillance client est limité.

Il peut toutefois exister un risque de défaut de règlement ou de défaillance client lorsque le cabinet réalise des prestations à destination de PME ou d'entreprises étrangères hors Union Européenne (moins de 10% du chiffre d'affaires du cabinet). Il revient dans de tels cas à la direction de l'entité concernée au sein du cabinet, de prendre toutes les dispositions permettant d'obtenir une garantie raisonnable de règlement des prestations réalisées, en liaison, le cas échéant, avec la direction financière.

Risque sur les projets forfaitaires

Les prestations forfaitaires représentent chaque année 30 à 40% du chiffre d'affaires consolidé du cabinet.

Solucom a mis en place un suivi rigoureux des projets, les outils de gestion utilisés au sein du cabinet venant à l'appui de ce suivi. Sur les dernières années, le niveau de dépassement moyen n'a jamais excédé 2% du total des jours de présence des équipes productives hors congés.

Risque lié au système d'information

Avec la croissance, le système d'information représente un actif de plus en plus important pour Solucom. Il permet de gérer l'activité commerciale et opérationnelle, de produire les états financiers, de communiquer en interne et en externe, et, enfin, de consolider et d'organiser la gestion des bases de connaissances diffusées auprès de l'ensemble des collaborateurs du cabinet.

Un plan de continuité informatique a été mis en œuvre afin d'être en mesure de redémarrer dans des délais maîtrisés chacun des services essentiels du système, quel que soit l'incident rencontré, sauf en cas de sinistre global. En outre, afin de se prémunir contre les effets d'un sinistre global, une sauvegarde est effectuée quotidiennement, un jeu de sauvegarde complet étant envoyé chaque semaine à l'extérieur des locaux.

Enfin, le système est protégé contre les intrusions et agressions externes par des moyens à l'état de l'art en matière de sécurité informatique.

Risques liés aux acquisitions

La stratégie de croissance externe de Solucom conduit régulièrement à l'intégration de nouvelles sociétés. Pour chaque acquisition, Solucom recherche systématiquement à s'assurer de l'adhésion du management de la société acquise au projet industriel commun. Ces réflexions amont permettent ensuite de faciliter le processus d'intégration et de limiter le risque de départ des personnes-clés.

Lors du processus d'intégration d'une nouvelle société, Solucom veille à :

- déployer rapidement les outils de gestion du cabinet au sein de la nouvelle entité afin de disposer dans les meilleurs délais d'une vision fine de l'activité opérationnelle,
- instaurer des synergies de revenus, notamment en travaillant à déployer les savoir-faire de la société acquise auprès des clients existants du cabinet
- homogénéiser les processus opérationnels, pour une meilleure efficacité, et à rechercher les mutualisations possibles, pour diminuer les coûts

Le modèle d'intégration mis au point par Solucom a en règle générale démontré son efficacité et permis de réaliser rapidement une progression sensible des performances opérationnelles des sociétés acquises.

Pour autant, il existe des risques inhérents attachés à toute opération de croissance externe et Solucom ne peut garantir que son modèle d'intégration lui permette systématiquement à l'avenir de maîtriser ces risques avec le même niveau d'efficacité que par le passé.

Suivi des écarts d'acquisition

Il n'y a pas lieu de remettre en cause la valeur des écarts d'acquisition attachés aux sociétés KLC, New'Arch, Solucom DV et Idesys que ce soit sur le plan de l'intérêt stratégique de ces sociétés dans le cadre de l'activité du cabinet (portefeuille client et compétences) que sur le plan de leurs perspectives d'avenir.

Concernant Cosmosbay~Vectis, malgré les difficultés rencontrées, Solucom considère que la valeur et les savoir-faire de la société sont toujours présents. Solucom poursuit donc son effort de redressement tout en considérant que le plan de redressement a pris de 3 à 6 mois de retard par rapport à ce qui était prévu initialement.

Il existe un risque que les mesures de redressement ne soient pas suffisamment efficaces ou que le nouveau calendrier de redressement ne puisse pas être respecté. Si tel était le cas à la fin de l'exercice en cours, Solucom serait vraisemblablement amené à prendre des mesures de redressement plus radicales et à constater une perte de valeur de l'écart d'acquisition Cosmosbay~Vectis inscrit à l'actif du bilan consolidé.

Risques dans l'exécution des missions

Pour assurer la qualité de l'exécution des missions, le cabinet dispose d'un ensemble de méthodes et les responsables de missions bénéficient de formations spécifiques leur permettant de développer les compétences les plus avancées dans leurs domaines d'interventions. Ces responsables de missions s'assurent du respect le plus strict du cahier des charges validé par le client et du pilotage de la mission, en lien direct avec les opérationnels côté client.

Pour autant, il peut s'avérer que la difficulté d'exécution de la prestation ait été sous-estimée et/ou que certains éléments n'aient pas été clairement définis dans le cahier des charges. Ces problèmes, s'ils n'étaient pas identifiés à temps, pourraient causer des dépassements de budget importants sur certaines missions, des dommages dont le cabinet Solucom pourrait être tenu responsable mais qui font l'objet d'une assurance responsabilité civile professionnelle, et pourraient nuire à la réputation du cabinet.

5. Principales transactions avec les parties liées

Sur le premier semestre de son exercice 2009/2010, Solucom n'a pas réalisé de nouvelles transactions avec des parties liées. Les transactions antérieures se sont poursuivies dans les mêmes conditions et sont mentionnées dans la note 19 de l'annexe des comptes semestriels consolidés.

Comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/2009	30/09/2008	31/03/2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	16	48 272	47 719	101 937
Autres produits de l'activité				
Achats consommés	17	982	1 352	2 795
Charges de personnel (y inclus participation)	18 & 19	36 739	33 295	71 291
Charges externes		5 285	6 352	12 455
Impôts et taxes		1 396	1 371	2 900
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		722	553	1 359
Autres produits et charges courants		(36)	(90)	(279)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		3 183	4 885	11 416
Autres produits et charges opérationnels		14	(88)	(321)
RESULTAT OPERATIONNEL		3 198	4 797	11 095
Produits financiers	20	4	59	86
Coût de l'endettement financier brut	20	98	257	533
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	20	94	198	447
Autres produits et charges financiers	20	20	(13)	(53)
RESULTAT AVANT IMPOT		3 124	4 585	10 595
Charge d'impôt	21	1 142	1 626	3 580
RESULTAT NET DE LA PERIODE		1 981	2 958	7 015
Intérêts minoritaires				
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		1 981	2 958	7 015
Résultat net (part du groupe) par action (€) (1) (3)	22	0,40	0,60	1,42
Résultat net dilué (part du groupe) par action (€) (2) (3)	22	0,40	0,60	1,41

(1) Nombre moyen pondéré d'actions sur la période hors titres d'auto - contrôle

(2) Le nombre d'actions pour le résultat dilué intègre les options de souscription d'actions attribuées et non exercées

(3) Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30 septembre 2008 et au 31 mars 2009, sur la base du nombre d'actions au 30 septembre 2009.

Bilan consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/2009	31/03/2009
ACTIF NON COURANT		33 889	34 519
Écarts d'acquisition	1	27 372	28 593
Immobilisations incorporelles	2	241	265
Immobilisations corporelles	3 & 4	2 531	2 670
Actifs financiers	5	550	521
Autres actifs non courants	7	3 196	2 470
ACTIF COURANT		41 283	42 624
Clients et comptes rattachés	8	34 280	34 526
Autres créances	8	4 392	4 373
Actifs financiers	5	175	97
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 & 9 & 14	2 436	3 628
TOTAL ACTIF		75 172	77 143

CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		33 206	32 058
Capital	10	497	497
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10	11 218	11 219
Réserves et résultats consolidés		21 491	20 342
Intérêts minoritaires		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		33 206	32 058
PASSIF NON COURANT		6 819	8 674
Provisions long terme	11 & 12	1 302	1 092
Passifs financiers (part à plus d'un an)	12 & 13 & 14	5 340	6 387
Autres passifs non courants	12	177	1 195
PASSIF COURANT		35 147	36 411
Provisions court terme	11 & 15	629	437
Passifs financiers (part à moins d'un an)	13	2 380	2 392
Fournisseurs et comptes rattachés	15	3 485	3 083
Dettes fiscales et sociales	15	25 090	26 613
Autres passifs courants	15	3 564	3 886
TOTAL PASSIF		75 172	77 143

Variation de trésorerie consolidée

En milliers d'euros

	Note	30/09/2009	31/03/2009
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 981	7 015
<i>Élimination des éléments non monétaires :</i>			
Dotations nettes aux amortissements et provisions		813	1 356
Charges / (Produits) liés aux stock options et assimilés			
Moins-values / (Plus-values) de cession, nettes d'impôt		3	135
Autres produits et charges calculés		(1 100)	(511)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et après impôt		1 698	7 995
Écart de conversion sur la CAF			
Variation du besoin en fonds de roulement		(316)	(3 484)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		1 381	4 511
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		(486)	(1 227)
Cession d'immobilisations		0	0
Variation des immobilisations financières		391	367
Incidences des variations de périmètre		(487)	(13 217)
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(582)	(14 076)
Augmentation de capital - Sommes reçues lors de l'exercice de stock options		0	33
Rachat et revente par la société de ses propres titres		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère		(932)	(929)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0
Autres flux liés aux opérations de financement		(1 040)	(2 040)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(1 972)	(2 936)
Variation nette de trésorerie	14	(1 173)	(12 501)

Le montant des lignes de crédit non utilisées est le suivant :

- Refinancement de l'acquisition de la société Dreamsoft : 900 milliers d'euros ;
- Refinancement de l'acquisition de la société Cosmosbay~Vectis : 10 000 milliers d'euros ;
- Financement des travaux d'aménagement des locaux des 17^{ème} et 21^{ème} étages de la Tour Franklin : 550 milliers d'euros ;

Le montant des impôts payés s'est élevé à 1 994 milliers d'euros au premier semestre 2009 et à 2 265 milliers d'euros au premier semestre 2008.

Le montant des intérêts versés s'est élevé à 83 milliers d'euros au premier semestre 2009 et à 326 milliers d'euros au premier semestre 2008.

Variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Écarts de conversion	Total capitaux propres
Capitaux propres consolidés au 31/03/2008	495	11 187	7 947	6 168	0	25 797
Affectation du résultat			6 168	(6 168)		00
Variation de capital de l'entreprise consolidante	1	18				19
Distributions de l'entreprise consolidante			(924)			(924)
Résultat consolidé de l'exercice				2 958		2 958
Actions propres			311			311
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'actions			(161)			(161)
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente			(20)			(20)
Ecarts actuariels IAS 19			(195)			(195)
Capitaux propres consolidés au 30/09/2008	496	11 205	13 126	2 958	0	27 785
Résultat consolidé de l'exercice				4 057		4 057
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente			(66)			(66)
Ecarts actuariels IAS 19			228			228
Résultat net global			162	4 057		4 219
Variation de capital de l'entreprise consolidante	1	14				15
Distributions de l'entreprise consolidante			(5)			(5)
Actions propres			(8)			(8)
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'action			52			52
Variation des écarts de conversion						0
Capitaux propres consolidés au 31/03/2009	497	11 219	13 327	7 015	0	32 058
Résultat consolidé de l'exercice				1 981		1 981
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente			78			78
Ecarts actuariels IAS 19			(83)			(83)
Résultat net global			(5)	1 981		1 976
Affectation du résultat			7 015	(7 015)		0
Variation de capital de l'entreprise consolidante						0
Distributions de l'entreprise consolidante			(932)			(932)
Actions propres			339			339
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'actions			(235)			(235)
Capitaux propres consolidés au 30/09/2009	497	11 219	19 509	1 981	0	33 206

Le montant du dividende distribué au cours du semestre s'élève à 0,19 euro par action soit au total 932 milliers d'euros. Les capitaux propres ne présentent aucun élément générant un impôt exigible. Le cumul des impôts différés actifs relatifs aux éléments comptabilisés dans les capitaux propres depuis l'origine, s'élèvent à 8 milliers d'euros et sont générés par les écarts actuariels de l'IAS 19.

Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros

	Note	30/09/2009	30/09/2008	31/03/2009
Résultat net		1 981	2 958	7 015
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente		78	(20)	(86)
Écarts actuariels IAS 19		(83)	(195)	33
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		(5)	(215)	(53)
Résultat net global (Part du groupe)		1 977	2 744	6 962

Notes annexes aux états financiers consolidés

Solucom est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est situé Tour Franklin – 100/101 terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex. La société est cotée au compartiment C d'Euronext Paris de NYSE Euronext.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le directoire en date du 16 novembre 2009.

1. Principes et méthodes comptable

Tous les montants présentés dans l'annexe sont exprimés en milliers d'euros.

Principes de consolidation

Depuis le 1er avril 2005, les comptes consolidés de Solucom sont établis en application du référentiel international comptable IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS, ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2009.

Les états financiers intermédiaires résumés du groupe Solucom portant sur la période de six mois close au 30 septembre 2009 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 " information financière intermédiaire ".

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au titre de l'exercice clos le 31 mars 2009. Les méthodes comptables retenues sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 mars 2009, à l'exception de l'application d'IAS 1 révisée « Présentation des états financiers ».

En particulier, les normes IFRS de l'IASB et les interprétations de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (consultables sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009, ont été appliquées par le cabinet et n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

Le Cabinet Solucom a appliqué dans ses comptes la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » révisée pour la première fois en 2009. L'application de cette norme n'a pas d'effet sur les comptes du Cabinet Solucom, et modifie seulement la présentation de l'information financière. Conformément aux dispositions d'application de ces normes, l'information financière comparative a été adaptée à la nouvelle présentation pour toutes les périodes présentées.

Cette révision vise à uniformiser les informations fournies dans les états financiers des entités, et introduit la notion de « résultat global ». Les modifications concernent essentiellement :

- un nouvel état faisant suite au compte de résultat présente les variations du résultat global de la période ;
- le tableau de variation des capitaux propres présente séparément les transactions avec les actionnaires et les éléments constituant le résultat global.

Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC et adoptées par l'Union Européenne applicable au 1^{er} avril 2009 et qui n'ont pas trouvé à s'appliquer pour le Cabinet Solucom sont :

- Amendement de la norme IAS 23 « Coûts d'emprunts »

L'amendement à cette norme n'est entré en vigueur qu'à compter du 1er janvier 2009, mais une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 10 décembre 2008.

- Amendements IAS 32 « Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation »

Cette norme n'est entrée en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 mais une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 21 janvier 2009.

- Amendement IFRS 2 « Conditions d'acquisition des droits et annulations »

Cette norme n'est entrée en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 mais une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.

- IFRS 8 « Segments opérationnels »

Cette norme n'est entrée en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 mais une application anticipée était possible. Elle a été adoptée par l'Union Européenne le 21 novembre 2007.

- Interprétation IFRIC 12 « Contrat de concession de service »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008 et une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 25 mars 2009.

- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation clients »

Cette norme n'est entrée en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2008 mais une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.

- IFRIC 14 « Actifs de régimes à prestations définies et obligation de financement minimum »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008 et une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.

Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC, mais non encore adoptées par l'Union Européenne, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Ainsi, conformément à l'option qui était offerte à Solucom, les textes n'ayant pas fait l'objet d'une application anticipée sont :

- Révision IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels »

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/07/09 mais une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 23/01/09.

- Révision d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »

Cette norme révisée n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 mais une application anticipée était possible. Elle revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêt dans les filiales après obtention du contrôle. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 3 juin 2009.

- Amendements à IFRS 7 « Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers »

Ces amendements ne sont entrés en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. Ils n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne.

- Amendements à IFRIC 9 « Réévaluation des dérivés incorporés » et à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices clôturant à compter du 30 juin 2009. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Néanmoins, son application n'aura aucun impact sur les comptes consolidés.

- Amendements à IFRS 1 « Première adoption des IFRS – Exemptions additionnelles pour les premiers adoptant »

Cette norme a été publiée le 23 juillet 2009. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Néanmoins, son application n'aura aucun impact sur les comptes consolidés.

- Amendements à IFRS 2 « Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010 et une application anticipée étant possible. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Néanmoins, son application n'aura aucun impact sur les comptes consolidés.

- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier »

Cette norme n'est entrée en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 mais une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 22 juillet 2009. Néanmoins, son application n'aura aucun impact sur les comptes consolidés.

- IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger »

Cette norme n'est entrée en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008 mais une application anticipée était possible. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 4 juin 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- IFRIC 17 « Distributions en nature aux actionnaires » et IFRIC 18 « Transferts d'actifs des clients »

Ces deux normes n'entreront en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 mais une application anticipée était possible. Ces textes n'ont pour l'instant pas été adoptés par l'Union Européenne. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

Enfin, les plans d'options de souscription d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 n'ont pas été retraités dans la mesure où les droits étaient définitivement acquis au 1er avril 2004. Depuis cette date, aucun nouveau plan d'options de souscription ou d'achat d'actions n'a été octroyé.

Modalités de consolidation

La société Solucom est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Solucom sont consolidés par intégration globale.

Solucom n'exerce d'influence notable ou de contrôle conjoint sur aucune entreprise. Solucom ne contrôle, directement ou indirectement, aucune entité ad hoc.

Les comptes des sociétés consolidées sont, le cas échéant, retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation.

Les comptes des sociétés consolidées sont tous arrêtés au 30 septembre 2009.

Au 30 septembre 2009, les comptes consolidés intègrent l'ensemble des sociétés du groupe sur six mois. Suite à la fusion par absorption de la société Vistali par la société Dreamsoft, intervenue en septembre 2009 avec effet rétroactif au 1er avril 2009, la société Vistali a été dissoute sans liquidation au cours de la période, et la société Dreamsoft a changé de dénomination sociale pour devenir Solucom DV.

Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui concernent l'évaluation de certains montants qui figurent dans les comptes, notamment pour les chapitres suivants :

- les durées d'amortissement des immobilisations
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur
- l'estimation de produits à recevoir ou de charges à payer

Solucom revoit régulièrement ses appréciations en fonction, notamment, de données historiques ou du contexte économique dans lequel la société évolue. Conséquemment, les montants qui figureront dans ses futurs états financiers consolidés pourraient en être affectés.

Information sectorielle

Le groupe Solucom ne commercialisant qu'un unique type de prestations (prestations de conseil), l'ensemble de ces prestations étant soumis aux mêmes risques et générant des taux de rentabilité similaires, il n'a pas été défini de secteurs d'activités distincts. En outre, la quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisé en France.

Saisonnalité des comptes intermédiaires

Les seuls effets de saisonnalité résultent de la concentration de la prise de congés durant certains mois de l'année. Il s'agit des mois de juillet et août, ainsi que du mois de mai. L'impact de ces mois de forte prise de congés concerne donc le premier semestre de l'exercice de Solucom (avril - septembre). Ce phénomène n'a pas d'impact substantiel sur l'activité de Solucom, d'autant plus que son effet est relativement prévisible (impact comparable d'une année sur l'autre).

Autres précisions

- Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées de trésorerie indépendantes et cernables.
- Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :
 - ▶ Logiciels : 3 ans
 - ▶ Installations et agencements : 6 ou 9 ans
 - ▶ Véhicules de tourisme : 4 ans
 - ▶ Matériel informatique : 3 ans
 - ▶ Mobilier de bureau : 9 ans
- Le taux d'actualisation retenu pour les dépôts et les cautionnements est de 3,57 %.
- Solucom détient des actions propres dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale de ses actionnaires.
- Conformément à l'IAS 19 « Avantages aux personnels », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont évalués par des actuaires indépendants suivant des unités de crédit projetées. Le groupe n'a comme engagement que le versement d'indemnités de fin de carrière. Solucom n'a pas d'autres engagements à long terme ni d'indemnités de fin de contrat. Le taux d'actualisation pour la valorisation des droits est de 5,18% (source : iboxx).
- Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.
- Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du semestre.

2. Périmètre de consolidation

Composition du périmètre

Les comptes consolidés comprennent les comptes des sociétés suivantes :

Sociétés	% d'intérêt	Nationalité	Nombre de mois consolidés
Solucom	Sté mère	France	6
Idesys	100%	France	6
Arcome SAS	100%	France	6
Solucom DV	100%	France	6
New'Arch	100%	France	6
KLC	100%	France	6
Cosmosbay~Vectis	95%	France	6

Toutes les sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

3. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat

Note 1 - Écarts d'acquisition à l'actif du bilan

(En milliers d'euros)	Valeur nette au 31/03/2009	Variation de périmètre	Diminution de l'exercice	Valeur nette au 30/09/2009
Idesys	5 111			5 111
Solucom DV	6 478			6 478
New'Arch	3 311		66	3 245
KLC	1 787		1	1 786
Cosmosbay~Vectis	11 906		1 154	10 752
Total	28 593		1 221	27 372

La diminution de 1 100 milliers d'euros de l'écart d'acquisition Cosmosbay~Vectis correspond à la suppression d'une partie du complément de prix inclus jusque alors dans le total de l'écart d'acquisition de la société, qui ne sera vraisemblablement pas versée au titre du critère au 31 mars 2010, compte-tenu des prévisions de résultat de Cosmosbay~Vectis.

Des impairment tests ont été réalisés sur les écarts d'acquisition à l'actif du bilan et les données actuelles ne remettent pas en cause l'appréciation de la valeur de ces écarts d'acquisition.

Concernant Cosmosbay~Vectis, plus particulièrement, cet impairment test repose sur des prévisions d'activité réalistes mais soumises à la bonne exécution du redressement de la société. Au 31 mars 2010, une actualisation des données de l'impairment test sera réalisée sur la base de la prise en compte du 2^{ème} semestre et des premiers résultats des mesures de redressement prises.

Note 2 – Immobilisations incorporelles

Valeur brute	31/03/2009	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2009
Logiciels	1 244		48	4	1 288
Total	1 244		48	4	1 288

Amortissements	31/03/2009	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2009
Logiciels	979		71	4	1 047
Total	979		71	4	1 047

Total net	265		(24)		241
------------------	------------	--	-------------	--	------------

Aucune immobilisation incorporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété.

Note 3 – Immobilisations corporelles

Aucune immobilisation corporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété à l'exception des biens financés par un contrat de crédit bail.

Valeur brute	31/03/2009	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2009
Autres immobil. Corporelles	3 883		110	50	3 943
Autres immobil. En crédit bail	1 928		159	1	2 085
Immobil. en cours					
Total	5 811		269	51	6 029

Amortissements	31/03/2009	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2009
Autres immobil. Corporelles	1 939		215	55	2 100
Autres immobil. En crédit bail	1 202		197		1 398
Total	3 141		412	55	3 498
Total net	2 670		(143)	(4)	2 531

Note 4 – Crédit bail

Valeur nette comptable par catégorie d'actifs :

Catégorie d'actifs	30/09/2009	31/03/2009
Matériels de bureau & informatique	687	726
Total	687	726

Impact sur le compte de résultat :

Compte de résultat	30/09/2009	31/03/2009
Amortissements comptabilisés	197	335
Pertes de valeur comptabilisées en charges		
Charges financières	15	30
Gains de valeur comptabilisés en produits		
Montant des redevances de l'exercice retraitées	207	361
Total	(5)	(4)

Redevances :

Redevances	30/09/2009	31/03/2009
Valeur d'origine des biens	2 085	1 928
Redevances versées :		
- au cours des exercices antérieurs	1 205	743
- au cours de l'exercice	207	361
Total	1 412	1 104
Redevances restant à payer :		
- à moins d'un an	367	360
- à plus d'un an et à moins de cinq ans	317	360
- à plus de cinq ans		
Total des redevances	685	720
<i>dont charges financières futures</i>	33	38

Valeur résiduelle en fin de contrat	20	19
-------------------------------------	----	----

Note 5 – Actifs financiers (non courants et courants)

Evolution sur le 1er semestre 2009/2010 :

(En milliers d'euros)	31/03/2009	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2009
Dépôts et cautionnements	629		35	13	652
Instruments de couverture					
Titres disponibles à la vente	97		78		175
Total	726		113	13	827

Aucune dépréciation des dépôts et cautionnements n'a été pratiquée au cours des trois derniers exercices.

Un CAP a été acquis par Solucom pour se couvrir contre une éventuelle hausse du taux d'intérêt variable assorti à l'emprunt de 10 000 milliers d'euros souscrit fin mars 2008 et amortissable sur 5 ans. La prime payée au titre de ce CAP s'élève à 76 milliers d'euros. Sa juste valeur a été portée à zéro au cours de l'exercice précédent.

Au 30 septembre 2009, la variation de valeur de marché du portefeuille de titres disponibles à la vente a été portée en capitaux propres pour un montant de 78 milliers d'euros.

Par échéance :

Dépôts et cautionnements	30/09/2009	31/03/2009
A moins d'un an (1)	102	108
A plus d'un an et à moins de cinq ans	191	181
A plus de cinq ans	359	340
Total	652	629

(1) Reclassé dans le poste "Autres créances"

Impact sur le compte de résultat :

Impact de l'actualisation des dépôts	30/09/2009	31/03/2009
Valeur d'origine	777	764
Cumul des actualisations antérieures	135	158
Actualisation entraînant une charge	4	8
Actualisation entraînant un produit	13	31
Valeur nette comptable (1)	652	629

(1) Reclassé dans le poste "Autres créances" pour la partie à moins d'un an

Une hausse du taux d'actualisation des dépôts de garantie de 1% représenterait 30 milliers d'euros de baisse du résultat pour une année entière contre, en cas de baisse du taux d'actualisation de 1%, une augmentation du résultat de 33 milliers d'euros.

Une hausse du cours de 10 % des titres détenus en portefeuille représenterait 18 milliers d'euros d'augmentation des capitaux propres contre, en cas de baisse du cours de 10%, une diminution des capitaux propres de 18 milliers d'euros.

Note 6 – Contrats de location simple**Échéancier au 30/09/2009 :**

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Loyers conditionnels de l'exercice	8 638	2 713	5 855	70
Total	8 638	2 713	5 855	70

Échéancier au 30/09/2008 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Loyers conditionnels de l'exercice	11 179	2 629	7 110	1 440
Total	11 179	2 629	7 110	1 440

Pour les baux immobiliers, la durée prise en compte correspond à celle qui court jusqu'à la dénonciation la plus proche possible des différents baux.

Note 7 – Autres Actifs non courants

Évolution au 1er semestre 2009/2010 :

Valeur brute	31/03/2009	Variation de périmètre	Variation	30/09/2009
Impôt différé actif	2 470		726	3 196
Total	2 470		726	3 196

Note 8 – Actif courant

Evolution au 1er semestre 2009/2010 :

Valeur brute	31/03/2009	Variation de périmètre	Variation	30/09/2009
Clients et comptes rattachés	34 643		(246)	34 397
Sous total "Clients et comptes rattachés"	34 643		(246)	34 397
Avances et acomptes versés	121		(35)	86
Créances sociales	76		1	77
Créances fiscales	2 810		174	2 984
Dépôts et cautionnements	108		(6)	102
Débiteurs divers	15		25	40
Charges constatées d'avance	1 244		(138)	1 106
Sous total "Autres créances"	4 373		22	4 395
Instrument financiers				
Actifs disponibles à la vente	97		78	175
Sous total "Actifs financiers"	97		78	175
Sicav monétaire – Équivalent de trésorerie	2 136		(1 936)	200
Disponibilités	1 491		745	2 236
Sous total "Trésorerie et équivalents de trésorerie"	3 628		(1 192)	2 436
Total	42 741		(1 338)	41 403

Dépréciation	31/03/2009	Variation de périmètre	Variation	30/09/2009
Clients et comptes rattachés	117			117
Sous total "Clients et comptes rattachés"	117			117
Débiteurs divers			3	3
Sous total "Autres créances"			3	3
Total	117		3	120

Net	31/03/2009	Variation de périmètre	Variation	30/09/2009
<i>Sous total « clients et comptes rattachés »</i>	34 526		(246)	34 280
<i>Sous total "Autres créances"</i>	4 373		19	4 392
<i>Sous total "Actifs financiers"</i>	97		78	175
<i>Sous total "Trésorerie et équivalents de trésorerie"</i>	3 628		(1 192)	2 436
Total net	42 624		(1 341)	41 283

Le cabinet analyse ses créances clients au cas par cas, et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement. Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

Note 9 – Valeurs mobilières de placement

Nature des valeurs mobilières de placement	30/09/2009		
	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	198	2	200
Total	198	2	200

Nature des valeurs mobilières de placement	31/03/2009		
	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	2 134	2	2 136
Total	2 134	2	2 136

Note 10 – Capital

Au 30 septembre 2009, le capital de la société mère Solucom est constitué de 4 966 882 actions entièrement libérées de 0,10 € chacune. Le nombre d'actions propres détenues au 30 septembre 2009 s'élève à 32 705 actions.

Par ailleurs, sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 30 septembre 2005, le Directoire de Solucom a décidé, lors de sa séance du 14 septembre 2007, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice de cadres dirigeants du groupe. Ce plan prévoit l'attribution définitive d'actions gratuites à l'issue d'une période d'acquisition sous conditions de présence et d'investissement personnel du dirigeant en actions Solucom ; le nombre d'actions attribuées sera également fonction d'un critère de performance basé sur l'atteinte d'un niveau prédéfini du résultat opérationnel courant consolidé du groupe. En outre, sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 28 septembre 2007, le Directoire de Solucom a décidé, lors de ses séances du 15 septembre 2008 et du 15 septembre 2009, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice des membres du personnel salarié de Solucom ou du groupe ou de certaines catégories d'entre eux, dans le cadre du dispositif d'épargne salariale mis en place chez Solucom.

La constatation des avantages respectifs correspondant à chacun des plans ainsi accordés aux bénéficiaires a fait l'objet d'une dotation spécifique et d'un impact en capitaux propres dans les comptes au 30 septembre 2009.

Note 11 – Provisions

Les provisions sont constituées essentiellement d'indemnités de départ à la retraite ayant fait l'objet d'une évaluation de la part d'un actuaire indépendant, ainsi que de litiges prud'homaux évalués en fonction des demandes et du stade de la procédure et le cas échéant de provision pour risques clients.

(En milliers d'euros)	31/03/09	Variation de périmètre	Variation des impôts différés	Augmentation	Reprise		30/09/09
					Utilisées	Non utilisées	
Provisions court terme							
Provisions pour risques	437			285	95	28	599
Provisions pour pénalités				30			30
Provisions pour charges							
Total	437			315	95	28	629
Passif long terme							
Provisions pour IFC	1 092			236	26		1 302
Provisions pour risques							
Total	1 092			236	26		1 302
Total	1 529			551	121	28	1 931

Impact des provisions sur le résultat au 30/09/2009 :

(En milliers d'euros)	Variation des impôts différés	Augmentation	Reprise	
			Utilisées	Non utilisées
Résultat opérationnel courant		426	121	28
Résultat opérationnel				
Total		426	121	28

Note 12 – Passif non courant

Evolution au 1er semestre 2009/2010 :

Valeur brute	31/03/2009	Variation de périmètre	Variation	30/09/2009
Provisions long terme	1 092		210	1 302
Dettes financières (Crédit bail à + d'un an)	360		(43)	317
Dettes financières (Emprunts à + d'un an)	6 027		(1 004)	5 023
Dettes diverses	1 100		(1 100)	
Dettes fiscales	52		110	162
Impôts différés Passifs	43		(28)	15
Total	8 674		(1 855)	6 819

Note 13 – Passifs financiers (non courants et courants)

Évolution au 1er semestre 2009/2010 :

(En milliers d'euros)	Montant au 31/03/2009	Variation de périmètre	Variation	Montant au 30/09/2009
Part à plus d'un an	6 387		(1 047)	5 340
Dettes financières (Crédit bail à + d'un an)	360		(43)	317
Emprunts auprès d'établissements de crédit (+ d'un an)	6 027		(1 004)	5 023
Part à moins d'un an	2 392		(12)	2 380
Emprunts auprès d'établissements de crédit	2 009			2 009
Emprunts et dettes financières diverses	3			3
Dettes financières (Crédit bail)	360		7	367
Concours bancaires courants	18		(18)	
Intérêts courus non échus	2		(1)	1
Total	8 779		(1 059)	7 720

Par taux :

(En milliers d'euros)	Au 30/09/2009		Au 31/03/2009	
	Taux fixe	Taux Variable	Taux fixe	Taux Variable
Passif non courant	317	5 023	360	6 027
Passif courant	371	2 009	383	2 009
Total	688	7 032	743	8 036

Compte tenu du niveau d'endettement du groupe et des taux contractuellement fixés, une hausse du taux de l'EURIBOR 6 mois de 1% représenterait 60 milliers d'euros de baisse du résultat pour une année entière contre, en cas de baisse de ce même taux de 1%, une augmentation du résultat de 60 milliers d'euros.

Par échéance au 30/09/2009 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Passif non courant	5 340		5 340	
Passif courant	2 380	2 380		
Total	7 720	2 380	5 340	

Par échéance au 31/03/2009 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Passif non courant	6 387		6 387	
Passif courant	2 392	2 392		
Total	8 779	2 392	6 387	

Les sûretés accordées en garantie de ces emprunts sont décrites en note 24.

Les emprunts n'ont fait l'objet d'aucun défaut de remboursement au cours de l'exercice et aucun covenant n'est attaché à cet endettement.

Note 14 – Endettement financier net

Au 30/09/09	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	7 032	2 009	5 023	
Emprunts liés au retraitement des contrats de crédit-bail mobilier	685	367	318	
Emprunts et dettes financières	3	3		
Emprunts et dettes financières	7 720	2 379	5 341	
Concours bancaires courants				
Équivalents de Trésorerie à la valeur historique	198	198		
Disponibilités	2 235	2 235		
Trésorerie nette des découverts (1)	2 433	2 433		
Mise à la juste valeur des équivalents de trésorerie	2	2		
Trésorerie nette consolidée	2 435	2 435		
Endettement financier net	5 285	56	(5 341)	

(1) cf tableau de variation de trésorerie

Note 15 – Passif courant

Toutes les dettes sont libellées en euros.

(En milliers d'euros)	31/03/2009	Variation de périmètre	Variation	30/09/2009
Provisions court terme	437		192	629
Passifs financiers (part à moins d'un an)	2 392		(12)	2 380
Fournisseurs	3 083		402	3 485
Avances et acomptes reçus / com.	285		37	322
Dettes sociales	15 477		(2 674)	12 803
Dettes fiscales	10 507		1 513	12 020
Fournisseurs d'immobilisations	208		(170)	38
Dettes fiscales (IS)	629		(362)	267

Dettes diverses	1 694		302	1 996
Produits constatés d'avance	1 699		(492)	1 207
Total	36 411		(1 264)	35 147

Note 16 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est quasi-exclusivement réalisé en France.

Note 17 – Achats consommés

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Achats de sous-traitance	981	1 351
Autres achats consommés	1	1
Total	982	1 352

Note 18 – Charges de personnel

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Salaires et traitements	25 038	22 869
Charges sociales	11 701	10 426
Total	36 739	33 295

Effectif moyen en ETP	30/09/2009	30/09/2008
Ingénieurs et cadres	899	832
Employés	39	41
Total	938	873

Note 19 – Rémunération des dirigeants

(En milliers d'euros ou en nombre)	30/09/2009	30/09/2008
Rémunérations des membres du Directoire	229	208
Rémunérations des membres du Conseil de Surveillance	22	22
Autres rémunérations perçues		
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat		
Paiements en actions	94	
Nombre de stocks options détenues par les dirigeants		

Note 20 – Résultat financier

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Produits nets sur cession des équivalents de trésorerie	4	59
Intérêts des emprunts	(98)	(257)
Variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie		
Coût de l'endettement net	(94)	(198)
Variation de la juste valeur des autres actifs financiers	20	(13)
RESULTAT FINANCIER	(74)	(211)

Note 21 – Impôts sur les sociétés**Effet net des impôts sur le résultat :**

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Charges d'impôts courants	1 862	1 487
Impôts différés	(720)	140
Total	1 142	1 627

Tous les impôts différés ont fait l'objet d'une comptabilisation. Aucune société du cabinet n'a de report déficitaire au 30 septembre 2009, à l'exception de Cosmosbay Vectis dont le déficit a été activé pour 1 589 milliers d'euros dont 1 054 milliers d'euros à l'ouverture.

Au 30 septembre 2009, le montant des impôts différés à plus d'un an s'élève à 2 068 milliers d'euros.

Note 22 – Résultat dilué par action

Résultat par action	30/09/2009	30/09/2008
Résultat des entreprises net (part du groupe)	1 981	2 958
Résultat sur chiffre d'affaires	4,1%	6,2%
Nombre moyen pondéré de titres en circulation (1)	4 934 177	4 934 177
Résultat net part du groupe par action non dilué	0,40	0,60
Nombre de titres émis au 30 septembre (1)	4 934 177	4 934 177
Nombre de titres potentiels - Stocks options	0	0

Total nombre de titres émis et potentiels	4 966 882	4 966 882
Résultat net part du groupe dilué par action	0,40	0,60

(1) Hors titres d'autocontrôle

Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30 septembre 2008, sur la base du nombre d'actions au 30 septembre 2009.

Note 23 – Instruments financiers

Le Groupe Solucom détient les instruments financiers suivants :

- des placements de SICAV de trésorerie, exclusivement indexées sur l'EONIA ne recélant aucun risque identifié,
- ses actions propres,
- des titres disponibles à la vente pour un montant de 175 milliers d'euros,
- un instrument de couverture de taux (CAP) dont la juste valeur a été portée à zéro au cours de l'exercice précédent.

Note 24 – Engagements hors bilan

Par catégorie :

Engagements hors bilan	30/09/2009	31/03/2009
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	25 180	27 465
- dont actions de filiales nanties	25 180	27 465
Avals, cautions et garanties données	0	0
- dont cautions données en garantie d'emprunt	0	0
Autres engagements donnés	8 638	10 053
- dont locations simples	8 638	10 053
Avals, cautions et garanties reçues	16 649	18 778
- dont cautions et garanties bancaires reçues en garantie de clause de garantie de passif	2 199	2 845

Par échéance :

Le nantissement des titres de filiales concerne les actions Solucom DV, New'Arch et Cosmosbay~Vectis.

Pour les échéances des engagements donnés pour les locations simples se reporter à la note 6 – Contrats de location simple.

Les cautions et garanties bancaires reçues (16 649 milliers d'euros) l'ont été en garantie :

- de clauses de garantie de passif (2 199 milliers d'euros) inclus dans les actes d'acquisition des titres des sociétés KLC, Dreamsoft (devenue Solucom DV) et Cosmosbay~Vectis,
- d'instruments de couverture à hauteur de 3 000 milliers d'euros concernant la couverture d'un emprunt à un taux capé à 5%,
- d'ouvertures de crédit consenties dans le cadre d'acquisition des sociétés Solucom DV et Cosmosbay~Vectis à hauteur de 10 900 milliers d'euros et de financement de travaux de réaménagement des locaux (550 milliers d'euros).

Note 25 – Parties liées

Solucom n'a réalisé aucune transaction significative avec des intermédiaires susceptibles d'être considérées comme « *parties liées* » au sens de la norme IAS 24.9.

Note 26 – Informations postérieures à la clôture

Néant

Note 27 – Liste des sociétés consolidées

Société	Siège	N° SIRET	Forme juridique	Pays
Solucom	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	377550249 00041	SA	France
Idesys	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	381150879 00058	SAS	France
Arcome SAS	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	349429514 00038	SAS	France
Solucom DV	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	423049162 00062	SAS	France
New'Arch	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	480157585 00021	SAS	France
KLC	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	378669642 00035	SAS	France
Cosmosbay~Vectis	Le Parc de Villeurbanne 107 Bd Stalingrad 69628 Villeurbanne Cedex	349062430 00062	SA	France

Attestation des Commissaires aux Comptes

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Solucom, relatifs à la période du 1^{er} avril 2009 au 30 septembre 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire, dans un contexte de crise économique et financière décrit dans la note 4 «Informations sur les risques et incertitudes» du rapport semestriel d'activité et caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 mars 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Levallois-Perret, le 24 novembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

SLG EXPERTISE

Constantin Associés

Arnaud BERNARD

Laurent LEVESQUE